

Le rôle de la protection sociale dans la transition des jeunes vers la vie active au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Nicolò Bird, Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG)

L'une des préoccupations centrales des décideurs politiques reste de comprendre les freins à la transition vers le travail décent, car la disponibilité et la répartition des emplois de qualité dépendent largement de l'évolution du monde du travail. De nombreuses régions du monde affichent des performances décevantes en matière d'emploi des jeunes, malgré la hausse du niveau d'éducation. La précarité et la longueur des journées de travail constituent entre-temps des obstacles majeurs auxquels continue de se heurter une part significative des jeunes à la recherche d'un emploi décent. Pour garantir la cohésion économique, sociale et politique, les organisations internationales soulignent de plus en plus l'importance de fournir des possibilités d'emploi adéquat aux jeunes, dont la croissance démographique constitue « une occasion historique d'investir dans le capital humain en améliorant l'accès à l'éducation, la santé et la protection, et en renforçant les perspectives d'emploi pour tous » (UNICEF 2019).

Un grand nombre de ces problématiques mondiales se retrouvent au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Les marchés du travail y ont directement ou indirectement été affectés par les nombreuses difficultés économiques et sociales auxquelles reste confrontée la région, qu'elles aient trait à la croissance économique, aux droits sociaux, aux migrations internes et externes ou à la stabilité politique. L'une des principales mesures que pourrait envisager la région pour améliorer ses conditions socio-économiques consisterait à créer et maintenir suffisamment d'emplois décents et de qualité pour sa population. Une telle mesure bénéficierait tout particulièrement aux jeunes, dont l'entrée sur le marché du travail est souvent entravée par la discrimination et des obstacles majeurs.

La région est mue par un souci croissant de s'assurer que les jeunes reçoivent les connaissances, les compétences et l'accompagnement nécessaires pour intégrer le marché du travail. À l'horizon 2050, une grande part de la population devrait entrer dans la tranche d'âge la plus productive, laissant ainsi présager un dividende démographique. Pour pouvoir récolter ce dividende, toutefois, il faudra toutefois disposer d'un environnement propice à la transition des jeunes vers l'entrée dans la vie active. La mise en place d'un tel environnement pourrait améliorer les performances du marché du travail et les résultats économiques, mais aussi resserrer les liens unissant les jeunes entre eux, permettant ainsi de renforcer le tissu social et d'apaiser l'agitation politique.

En complément des politiques d'éducation, l'adoption de politiques de protection sociale (y compris du marché du travail) peut jouer un rôle moteur dans la transition des jeunes vers l'entrée dans la vie active. Différentes possibilités sont envisageables : certaines politiques peuvent protéger les jeunes en atténuant les effets du chômage et en allouant des ressources à la création de moyens de subsistance, tandis que les politiques du marché du travail peuvent améliorer les chances des jeunes sur le marché du travail en renforçant leurs capacités et en créant de meilleures conditions pour l'emploi des jeunes.

L'IPC-IG et le Bureau de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont publié un rapport (Bird et Silva 2020) consacré au rôle de la protection sociale dans la promotion d'une telle transition dans la région, en particulier parmi les groupes vulnérables. Malgré des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes, les pays de la région ne consacrent généralement qu'une faible part de leurs dépenses publiques à des politiques actives du marché du travail (PAMT). C'est en outre aux jeunes possédant un meilleur niveau d'études que s'adressent la plupart des PAMT, sous la forme de formations professionnelles et techniques, tandis que les pauvres et les femmes sont généralement sous-représentés parmi leurs bénéficiaires.



En pratique, les programmes portant sur le marché du travail et les moyens de subsistance n'attirent guère l'attention ; les faits montrent toutefois qu'ils peuvent produire des effets positifs sur les revenus et l'emploi, notamment en ciblant les jeunes pauvres et vulnérables. D'après les études de cas nationales exposées dans le rapport, les programmes publics de promotion de l'emploi font généralement l'objet d'une administration fragmentée entre les politiques d'éducation et les cadres de protection sociale existants. D'intéressantes expériences y sont toutefois en cours pour jeter des passerelles entre l'assistance sociale et les programmes actifs du marché du travail, comme dans le cas du programme égyptien *Forsa*. D'après ces études de cas, la région a par ailleurs progressé ces dernières années vers la création ou la responsabilisation accrue des organes chargés d'institutionnaliser les formations et l'enseignement professionnels et techniques. Enfin, les décideurs politiques de la région devraient envisager d'affermir le rôle des initiatives de protection sociale ciblant les jeunes pour contribuer à réduire le chômage et faciliter leur entrée dans la vie active.

Références :

Bird, N. et W. Silva. 2020. *The role of social protection in young people's transition to work in the Middle East and North Africa (MENA)*. Research Report de l'IPC-IG n° 41. Brasília et Amman : Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive et Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

UNICEF. 2019. *MENA Generation 2030: Investing in Children and Youth Today to Secure a Prosperous Region Tomorrow*. Division des données, de la recherche et des politiques de l'UNICEF. Amman : Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Nations Unies.